

La Vie Internationale

18 Septembre 54
Du neuf avec du vieux ?

Il est aussi dangereux écrit le « Times » de laisser l'Allemagne dans un vide idéologique que dans un vide militaire. Les élections de dimanche dans le Schleswig Holstein montrent à quel point la foi dans l'œuvre entreprise par Adenauer est ébranlée; le Chancelier compte sur les craintes qu'inspirent à l'Occident ce flottement de l'opinion germanique pour obliger les Alliés à trouver au plus tôt une solution qui intègre l'Allemagne au monde libre. Le voyage d'Eden en Europe continentale a pour objet de mettre la France devant une sorte de fait accompli auquel elle serait obligée de souscrire. En tout état de cause le traité qui se substituera à la C.E.D. donnera à l'Allemagne occidentale une souveraineté plus grande que ne le comportaient les accords de Bonn et de Paris. Nous devons payer notre défection de l'abandon de certaines garanties qui étaient précieuses. Peut-on dire de plus que le rejet de la C.E.D. a éclairci l'horizon politique en France ?

Réserve américaine.

On a peut-être pas assez remarqué qu'alors que les Anglais manifestent une grande hâte, les Etats-Unis gardent une complète réserve. Cela correspond à la nouvelle formule annoncée par Eisenhower, la substitution au « leadership » d'un « partnership », l'initiative revenant aux Alliés auxquels les Etats-Unis donneront au moment opportun des conseils précis. C'est l'Angleterre qui se charge de mettre les solutions au point.

Etat de l'entente cordiale.

On aurait tort de juger des relations diplomatiques franco-anglaises d'après la collaboration qui s'était instituée à la conférence de Genève. Quand il s'agit de liquider une part de notre empire colonial on trouvera toujours les Anglais pour nous y aider. Quand il s'agit de s'engager à nous soutenir sur le continent européen, c'est une autre affaire. Et pour l'heure, la politique de Londres est en complète opposition avec celle que suit la France depuis Bruxelles. Non que les Anglais aient été chauds partisans de la C.E.D. S'ils avaient cru à la constitution sur tous les plans et particulièrement politiques et économiques d'une fédération européenne, ils se seraient employés à la faire échouer. Mais ils avaient de bonnes raisons de penser que

ce super-état européen même si la C.E.D. avait été ratifiée, n'était pas pour demain. Ils voyaient seulement là le renforcement de leur protection militaire et la possibilité de maintenir solidement les Russes sur l'Elbe et d'avoir le temps d'organiser leur défense au cas où ils la franchiraient.

Retour au traité de Bruxelles.

Le nouveau plan de Londres pour l'organisation militaire européenne consiste en gros, dans l'extension à l'Allemagne et l'Italie du traité de Bruxelles signé en 1948 avec la France et le Benelux. Le traité visait alors le danger d'une renaissance du pangermanisme. Il serait, demain, sans grande modification dirigé contre l'impérialisme soviétique. Le résultat devrait être la formation d'une coalition militaire très étroite prévoyant une intervention automatique et immédiate des signataires en cas d'agression contre l'un d'eux; ce-la suppose aussi une complète égalité des droits entre les Etats membres. Les restrictions à la souveraineté militaire allemande ne pourraient intervenir que par des moyens détournés comme l'interdiction de fabriquer certaines armes dans la zone la plus exposée aux attaques de l'ennemi éventuel: la Russie. L'avantage de ce plan pour les Anglais serait de n'avoir pas à prendre l'engagement nouveau et de ne pas s'associer à l'Europe plus que ne le font les Américains. Ce qui est la formule inébranlable de tous les hommes d'état anglais conservateurs ou travaillistes.

Cette résurrection est-elle possible ?

Une telle refonte du pacte de Bruxelles sera-t-elle acceptable pour le parlement français. Les communistes la rejeteront naturellement et la plupart des Cédistes ont par avance condamné tout ce qui pourrait ressusciter la Wehrmacht, ce qui est certainement le cas. Les Anglais ne l'ignorent pas plus que les Américains. Par ailleurs malgré les politesses d'usage, ni les continentaux ni les Etats-Unis ne paraissent compter faire accepter un règlement à l'actuel président du conseil français. Il se pourrait plutôt qu'ils cherchent à s'entendre sur une formule qui provoquerait sa chute pour reprendre la conversation avec ceux qu'on considère comme les véritables représentants de la politique française et de l'opinion réel-

le du pays. C'est certainement l'arrière-pensée de Bonn et de Washington et sans doute de Bruxelles et de la Haye. Il nous semble qu'à Londres, au contraire, on soit moins réticent à l'égard de M. Mendès-France, qu'on croit susceptible de faire accepter une formule de coalition militaire assez voisine des plans exposés naguère par le Général de Gaulle et qui correspond aux préférences anglaises.

Les entretiens Eden-Adenauer ont été laborieux comme le montre leur durée. Le Chancelier après son échec ne voudrait reprendre les négociations qu'après un nouveau revirement de la politique française, ce dernier étant tenu pour accidentel et éphémère. Il est sur ce point approuvé et soutenu par les Etats-Unis. On ne désespère pas à Bonn et à Washington de retrouver un jour une nouvelle possibilité de constituer l'Union européenne. Il faudrait pour cela beaucoup de patience et surtout un changement dans le tableau des situations économiques qui ne saurait être rapide.

La carte de Molotof.

Les Soviétiques laisseront-ils à ces plans et ces espoirs le temps de se réaliser ? On peut en douter. Molotof a encore de fort belles cartes à jouer qu'il a eu la chance extraordinaire de pouvoir tenir en réserve. Il a gagné jusqu'ici sans céder en quoique ce soit. Il est facile d'imaginer qu'il peut au moment critique tout remettre en question en acceptant la réunification de l'Allemagne par des élections libres, selon le vœu — imprudent — des Occidentaux. Car si Molotof accepte — en principe — des élections libres, il y mettrait comme conditions l'évacuation de l'Allemagne par les quatre occupants et des limitations au réarmement de cette Allemagne réunifiée. Les Russes resteraient sur l'Oder alors qu'Anglais et Américains devraient se retirer et le vide militaire de l'Allemagne s'élargirait du Rhin à l'Oder.

Le jour où Molotof serait obligé de recourir à ce moyen, il mettrait l'opinion allemande dans la plus grande confusion et l'alliance atlantique au pied du mur. Si les Alliés refusent — ce qu'ils seraient obligés de faire — et Adenauer également, quel argument pour la propagande ! « La clique de Bonn et les impérialistes américains démasqués : ils ont refusé la réunification de l'Allemagne » et l'armée soviétique resterait à 200 kilomètres du Rhin. Ceux qui ont rejeté la C.E.D. ont-ils pensé à cette manœuvre.

CRITON.